

The International Bank for Reconstruction and Development,
par ALEC CAIRNCROSS. Une plaquette de 31 pages.—
INTERNATIONAL FINANCE SECTION, DEPARTMENT OF
ECONOMICS and SOCIOLOGY, UNIVERSITÉ DE PRINCETON,
PRINCETON, 1959

Camille Martin

Volume 35, numéro 3, octobre–décembre 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001688ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001688ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1959). Compte rendu de [*The International Bank for Reconstruction and Development*, par ALEC CAIRNCROSS. Une plaquette de 31 pages.—INTERNATIONAL FINANCE SECTION, DEPARTMENT OF ECONOMICS and SOCIOLOGY, UNIVERSITÉ DE PRINCETON, PRINCETON, 1959]. *L'Actualité économique*, 35(3), 533–534. <https://doi.org/10.7202/1001688ar>

l'aspect historique de la question et ensuite les mesures prises par le monde actuel. Les nations commerçantes, telle que l'Angleterre, furent obligées d'abandonner l'étalon-or et de fixer des règlements très stricts pour la circulation de l'or à l'intérieur de leurs pays. Ainsi l'or est devenu, avec certaines monnaies dites fortes, la base des réserves détenues par les banques centrales.

Le prix de l'or est fixé par les gouvernements et A. Knitz nous indique son évolution dans un fort intéressant tableau concernant les États-Unis au cours des dernières cinq années. Le volume des ventes et des achats est également contrôlé dans la plupart des pays et l'auteur indique leurs fluctuations en Angleterre et aux États-Unis au cours des années 1946-1958.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'étude du contrôle et des diverses décisions prises par les autorités à l'égard des réserves. Un tableau du montant des réserves en or et en dollars des seize nations, de 1950 à 1958, démontre que la place du dollar y reste fort importante. En effet, l'or n'est plus l'unique réserve monétaire, sauf dans le cas de cinq pays, la Belgique, El Salvador, la Suisse, l'Union Sud-Africaine et les États-Unis.

La troisième partie du livre décrit le système monétaire actuel et les relations qui existent entre les réserves internationales et la circulation monétaire à l'intérieur de divers pays au cours des dernières années. Le rapport entre les échanges internationaux et l'économie monétaire domestique est devenu certainement moins strict qu'à l'époque de l'étalon-or; l'auteur cite à ce sujet la déclaration faite en Angleterre par le chancelier de l'Échiquier en 1947, dans laquelle ce dernier se montre surpris de voir le contraste entre les difficultés monétaires sur le plan extérieur et la facilité imprévue avec laquelle le gouvernement a réussi à régler le problème financier à l'intérieur du pays.

La question se pose dès lors à savoir si la suppression de l'étalon-or a été remplacée d'une façon avantageuse par le système en vigueur. L'auteur conclut que tout dépend de sa stabilité et de sa flexibilité. Cette dernière est de toute évidence plus grande qu'à l'époque de l'étalon-or et permet un certain jeu entre l'économie domestique et le commerce extérieur qui favorise une meilleure utilisation et un meilleur développement des ressources nationales. A.P.

The International Bank for Reconstruction and Development, par ALEC CAIRNCROSS. Une plaquette de 31 pages. — INTERNATIONAL FINANCE SECTION, DEPARTMENT OF ECONOMICS and SOCIOLOGY, UNIVERSITÉ DE PRINCETON, PRINCETON, 1959.

Cette 33^e unité de la série indiquée ci-dessus veut faire connaître davantage la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement. La B.I.R.D., qu'il ne faut pas confondre avec le Fonds Monétaire International, bien que les deux se complètent et que l'avenir de l'un soit étroitement lié à celui de l'autre, répond à un double besoin: le besoin immédiat et temporaire de restauration et de reconstruction de la capacité de production détruite par la guerre, et le besoin permanent et à longue portée de développement des ressources économiques,

d'augmentation de la puissance de production et d'élévation du niveau de vie, particulièrement dans les pays sous-développés.

Les deux principales sources auxquelles la Banque s'alimente sont les contributions des pays membres et l'émission d'obligations.

Depuis sa fondation jusqu'à l'été de 1958, la Banque a prêté près de 4 milliards de dollars, surtout aux pays sous-développés. A-t-elle répondu adéquatement aux espérances de ses initiateurs? Certes, personne ne lui a reproché d'avoir prêté trop libéralement; au contraire, beaucoup de gens croient qu'elle aurait pu faire davantage. L'auteur expose la politique de crédit qu'elle a suivie et les raisons pour lesquelles son action a été limitée dans certains domaines. Il insiste en particulier sur les exigences de capacité de remboursement de l'emprunteur et sur le contrôle de l'usage que ce dernier se propose de faire du prêt, pour en venir à la conclusion qu'il se peut que la Banque ait été meilleure surveillante des intérêts de l'emprunteur que l'emprunteur lui-même.

Parlant de la place qu'occupe la Banque sur le marché international des capitaux, l'auteur montre les conséquences pratiques du but de cette institution qui est de compléter et de stimuler les placements privés et non de les remplacer, ce qui suppose qu'elle doit limiter ses prêts aux emprunteurs incapables de se financer à d'autres sources.

Le rôle de la Banque semble avoir été conçu exclusivement en termes de finances, mais les dirigeants de l'organisme se sont vite rendu compte que le manque de capital n'était qu'un des nombreux obstacles au développement économique. En conséquence, ils ont élargi le champ d'action pour y englober, par exemple, les enquêtes économiques, l'offre d'experts et de conseillers et, par dessus tout, la fondation en 1955, de l'Institut de Développement Économique dont le but est de former des hommes compétents.

Et l'auteur conclut que la Banque est un des rares organismes internationaux qui ont su maintenir l'idéal de leurs fondateurs.

Camille Martin

Nouveaux aspects de l'économie moderne, par HENRI NOILHAN. Un vol., 5¼ po. × 8½, broché, 184 pages. — ÉDITIONS S.A.P.R.A., 5, rue Lamartine, Paris.

Même si ce petit ouvrage commence à dater, il mérite d'être signalé à nos lecteurs. Non pas que ce soit le type d'ouvrage qu'on appelle savant et qui s'offre à nous avec la prétention de révolutionner tout ce qui a été écrit avant lui. C'est plutôt comme une œuvre de démystification qu'il nous apparaît. Autrement dit, c'est un livre à lire après avoir abordé les manuels et traités traditionnels d'économie politique, pour trouver l'occasion de réfléchir sur la contrepartie de certaines affirmations générales ou de certaines simplifications nécessaires, mais auxquelles on a pu donner trop de poids. Une espèce de Système des contradictions économiques à la Proud'hon, quoique avec moins d'ampleur.

Il est inévitable pour ne pas dire indispensable qu'afin de clarifier son exposé, un professeur ou l'auteur d'un traité essaie de ramener les phénomènes étudiés à leurs tendances essentielles. Même s'il y met des nuances, elles sont souvent